

Jean-Daniel Balet

DIRECTEUR DE L'AGENCE
SÉDUNOISE DE LANDOLT & CIE S.A.,
MÉMBRE FONDATEUR
DE SWISSRESPECT



LDD

«Il faut se réveiller avant qu'il ne soit trop tard»

Depuis mai de l'année dernière, l'association Swissrespect se bat contre les attaques répétées qui visent la place financière suisse. Celles qui touchent le forfait fiscal ont bien entendu retenu son attention. L'un de ses membres fondateurs, le banquier Jean-Daniel Balet, livre ici les grands axes de ce combat.

Jean-Daniel Balet, pour la gauche, le forfait fiscal constitue une atteinte à la justice. Que lui répondez-vous?

Tout d'abord qu'il existe une vaste opération de désinformation à ce sujet. Il faut que les Suisses sachent que nombre de pays dans le monde ont des conditions bien plus avantageuses que la Suisse dans ce domaine. Swissrespect lutte pour que la Suisse cesse de se laisser faire et réponde aux attaques avant de perdre le petit avantage compétitif que nous avons. Ensuite, qu'est-ce qui est «juste» et qui le détermine? – C'est la loi de notre pays. Avant de vouloir imposer sa conception de la moralité chez nous, la gauche devrait évaluer ces pratiques bien plus avantageuses pour les riches. Plutôt que d'appuyer les attaques qui veulent affaiblir notre place financière et, partant, diminuer notre qualité de vie.

Quand même, un Johnny Halliday ou un Michael Schumacher qui paient 10% de la totalité de leurs revenus en impôts, ce-la choque dans les chaumières?

Encore une accusation due à l'ignorance. Ces contribuables sont soumis à des prélèvements à la source là où ils gagnent la plus grande partie de leur argent. En réalité, si l'on additionne les exigences des fiscs suisse et étrangers, on arrive souvent à plus de 40%. Certes pas confiscatoire à la française, mais largement supérieur à ce que la plupart des gens croient.

Certains cantons ont aboli le forfait fiscal. Comment empêcher la même suppression sur le plan national?

Il faut renseigner les gens, leur faire prendre conscience que la Suisse perdra des centaines de millions si le forfait fiscal saute. Et, ces millions, il faudra bien les prendre ailleurs. Le contribuable suisse trinquera fatalement. Quant aux exilés fiscaux, ils n'auront que l'embarras du choix pour trouver un nouveau pays d'accueil. Non seulement nous perdrons leurs impôts mais aussi tout ce qu'ils dépensent chez nous. Beaucoup de pays pratiquent des aménagements fiscaux pour les résidents étrangers en situation particulière et personne ne nous demande de modifier notre pratique. Pourquoi nous tirer une balle dans le pied?

Donc l'ennemi est à l'intérieur?

Arrêtons d'écouter les dogmatiques. Au sujet des forfaits fiscaux, au lieu de jalouser ces personnes étrangères qui s'installent chez nous, des entrepreneurs qui ont créé des postes de travail ou des créatifs qui ont réussi leur vie, nous devons louer nos lois qui nous permettent de les accueillir et de les faire participer à l'amélioration de notre bien-être. Gouverner nécessite d'être pratique. **PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE MAYORAZ**